

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 1624

[S-C — 29231]

**20 AVRIL 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, dont l'intitulé a été modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1991, notamment l'article 2 modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1980 et l'article 14, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1970 et 1er avril 1977 et par les arrêtés de l'Exécutif des 2 octobre et 20 décembre 1991;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 3 août 1993;

Vu le protocole du 4 novembre 1993 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Éducation;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 avril 1994,

Arrête :

**Article 1er.** A l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 21 octobre 1980, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 3 est complété comme suit :

« i) le diplôme d'institutrice gardienne;

j) le diplôme d'éducateur délivré par un établissement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ».

2° le point 4, a, est abrogé.

**Art. 2.** A l'article 14 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le point 1, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1970 et 1er avril 1977 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« 1. surveillant-éducateur :

a) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;

c) le diplôme d'instituteur primaire;

d) le diplôme d'institutrice gardienne;

e) le diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice;

f) le diplôme d'assistant social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social ou par une école ou une section de l'enseignement supérieur technique classée au premier degré;

g) le diplôme de candidat délivré conformément à la loi sur la collation des grades académiques, complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat;

h) le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré, complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat;

i) le certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur, complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat;

j) le diplôme d'école technique secondaire supérieure complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat. »

2° Le point 2, modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1970 et 1er avril 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« 2. surveillant-éducateur d'internat :

a) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;

c) le diplôme d'instituteur primaire;

d) le diplôme d'institutrice gardienne;

e) le diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice;

f) le diplôme d'assistant social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social ou par une école ou une section de l'enseignement supérieur technique classée au premier degré;

g) le diplôme de candidat, délivré conformément à la loi sur la collation des grades académiques, complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur;

h) le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré, complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur;

i) le certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant éducateur;

j) le diplôme d'école technique secondaire supérieure complété par trente-six mois de services prestés, à titre définitif, dans la fonction à prestations complètes de surveillant éducateur. »

3° Le point 3 modifié par les arrêtés royaux des 22 mai 1970 et 1er avril 1977 et par les arrêtés de l'Exécutif des 2 octobre 1991 et 20 décembre 1991 est remplacé par la disposition suivante :

« 3. secrétaire bibliothécaire :

a) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique;

b) le diplôme de bibliothécaire documentaliste gradué;

c) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, complété par le certificat susvisé;

d) le diplôme d'instituteur primaire, complété par le certificat susvisé;

e) le diplôme d'institutrice gardienne, complété par le certificat susvisé;

f) le diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice complété par le certificat susvisé;

g) le diplôme d'assistant social délivré par un établissement d'enseignement supérieur social ou par une école ou une section de l'enseignement supérieur technique classée au premier degré;

h) le diplôme de candidat délivré conformément à la loi sur la collation des grades académiques, complété par le certificat susvisé;

i) le diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du premier degré, complété par le certificat susvisé;

j) le certificat homologué d'études moyennes du degré supérieur complété par le certificat susvisé;

k) le diplôme d'école technique secondaire supérieure, complété par le certificat susvisé. »

**Art. 3.** Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 avril 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 1624

[S-C — 29231]

**20 APRIL 1994.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inz. artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974 en bij koninklijk besluit d.d. 10 september 1986;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, waarvan het opschrift gewijzigd werd bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1991, inz. artikel 2, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 oktober 1980, en artikel 14, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 mei 1970 en 1 april 1977 en bij besluiten van de Executieve d.d. 2 oktober en 20 december 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 3 augustus 1993;

Gelet op het protocol d.d. 4 november 1993 van Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 13 april 1994,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 oktober 1980, wordt als volgt gewijzigd :

1° punt 3 wordt aangevuld met :

« i) het diploma van kleuteronderwijzeres;

j) het diploma van opvoeder, uitgereikt door een instelling voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan ».

2° punt 4, a, wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1<sup>o</sup> Punt 1, gewijzigd door koninklijke besluiten van 22 mei 1970 en 1 april 1977 en bij besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1991, wordt vervangen als volgt :

« 1. studiemeester-opvoeder :

- a) het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs;
- b) het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs;
- c) het diploma van onderwijzer;
- d) het diploma van kleuteronderwijzeres;
- e) het diploma van opvoeder uitgereikt door een instelling voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;
- f) het diploma van maatschappelijk assistent, uitgereikt door een instelling voor sociaal hoger onderwijs of door een bij de 1e graad ingedeelde school of afdeling voor technisch hoger onderwijs;
- g) het diploma van kandidaat uitgereikt overeenkomstig de wet op het toekennen van de academische graden en aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige prestaties;
- h) het diploma van een hogere technische school of leergang van de 1e graad aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige prestaties;
- i) het gehomologeerd getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs, aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige prestaties;
- j) het diploma van een hoger secundaire technische school, aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder in een internaat met volledige prestaties. »

2<sup>o</sup> Punt 2, gewijzigd door koninklijke besluiten van 22 mei 1970 en 1 april 1977, wordt vervangen als volgt :

« 2. studiemeester-opvoeder in een internaat :

- a) het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs;
- b) het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs;
- c) het diploma van onderwijzer;
- d) het diploma van kleuteronderwijzeres;
- e) het diploma van opvoeder uitgereikt door een instelling voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan;
- f) het diploma van maatschappelijk assistent, uitgereikt door een instelling voor sociaal hoger onderwijs of door een bij de 1e graad ingedeelde school of afdeling voor technisch hoger onderwijs;
- g) het diploma van kandidaat uitgereikt overeenkomstig de wet op het toekennen van de academische graden en aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder met volledige prestaties;
- h) het diploma van een hogere technische school of leergang van de 1e graad aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder met volledige prestaties;
- i) het gehomologeerd getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs, aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder met volledige prestaties;
- j) het diploma van een hoger secundaire technische school, aangevuld met 36 maanden dienst in vast verband als studiemeester-opvoeder met volledige prestaties. »

3<sup>o</sup> Punt 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 mei 1970 en 1 april 1977 en bij besluiten van de Executieve van 2 oktober en 20 december 1991, wordt vervangen als volgt :

« 3. Secretaris-bibliothecaris :

- a) het diploma van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het getuigschrift van bekwaamheid tot het houden van een openbare bibliotheek;
- b) het diploma van gegraduateerde bibliothecaris-documentalist;
- c) het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, aangevuld met voornoemd getuigschrift;
- d) het diploma van onderwijzer, aangevuld met voornoemd getuigschrift;
- e) het diploma van kleuteronderwijzeres, aangevuld met voornoemd getuigschrift;
- f) het diploma van opvoeder, uitgereikt door een instelling voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, aangevuld met voornoemd getuigschrift;
- g) het diploma van maatschappelijk assistent, uitgereikt door een instelling voor sociaal hoger onderwijs of een bij de 1e graad ingedeelde school of afdeling voor technisch hoger onderwijs;
- h) het diploma van kandidaat, uitgereikt overeenkomstig de wet op het toekennen van de academische graden, aangevuld met voornoemd getuigschrift;
- i) het diploma van een hogere technische school of leergang van de eerste graad, aangevuld met voornoemd getuigschrift;
- j) het gehomologeerd getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs, aangevuld met voornoemd getuigschrift;
- k) het diploma van een hoger secundaire technische school, aangevuld met voornoemd getuigschrift. »

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 april 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX